



SYNTHESE

Tous les chiffres sont à fin novembre 2017 sauf indications contraires

Affermissement de la production mondiale

La croissance économique mondiale s'est affermie en 2017, grâce à l'expansion de la production industrielle et du commerce extérieur sur fond de mesures de relance monétaire et budgétaire.

Dans les **pays avancés**, le renforcement de l'activité économique observé au cours des trois premiers trimestres devrait se poursuivre sur le reste de l'année. Ainsi, l'activité resterait dynamique au quatrième trimestre aux **Etats-Unis** (+0,8% comme au troisième trimestre), portée par la hausse des dépenses de consommation des ménages, de l'investissement des entreprises et du commerce extérieur. Dans la **zone euro**, le Produit Intérieur Brut (PIB) devrait conserver sa tendance amorcée au troisième trimestre (+0,6%) impulsée par la consommation des ménages, les investissements des entreprises et le commerce extérieur.

Au **Royaume-Uni**, le PIB progresserait de 0,4% au quatrième trimestre, après une réalisation similaire le trimestre précédent. L'économie britannique est impactée par le ralentissement de la consommation des ménages et des investissements. Cependant, elle profite du rebond des exportations.

Au **Japon**, en dépit de la bonne orientation de la consommation privée et des investissements, la croissance du PIB ralentirait au quatrième trimestre (+0,2% après +0,6% au trimestre précédent) sous l'effet de la faiblesse des exportations.

Dans les **économies émergentes et en développement**, la reprise se poursuit en ligne avec le redressement de l'économie mondiale et la hausse des prix des matières premières. Cependant, bien que restant solide, la croissance du PIB chinois marquerait légèrement le pas au dernier trimestre de 2017 (+1,5%) dans le sillage du ralentissement de la demande.

En **Afrique subsaharienne**, le PIB du Nigéria devrait poursuivre sa bonne progression, après sa sortie de récession, soutenue par le secteur pétrolier. Il en est de même pour l'économie Sud-africaine qui bénéficie de l'orientation favorable de la consommation des ménages et de la reprise de l'investissement.

Les cours du pétrole brut poursuivent leur remontée, le cacao demeure en retrait en moyenne sur les onze mois

En moyenne sur les onze premiers mois de l'année 2017, les cours du pétrole brut (+24,7%), du coton (+13,1%) et du caoutchouc (+32,2%) progressent. Par contre, ceux du cacao (-30,8%) et du sucre (-12,0%) se contractent. Quant à l'or et le riz blanchi, leurs cours restent stables.

En évolution moyenne mensuelle, les cours du cacao augmentent de 1,5% au mois de novembre 2017 pour atteindre 2 127,9 dollars américain la tonne.

Appréciation de l'euro face au dollar américain

En moyenne, de janvier à novembre 2017, le marché des changes est marqué par l'appréciation de l'euro de 1,0% par rapport au dollar américain et de 7,2% par rapport à la livre sterling.

Consolidation de la croissance au plan national

Au plan national, l'économie ivoirienne poursuit son dynamisme en lien avec l'amélioration continue du climat des affaires, le repositionnement de la Côte d'Ivoire sur la scène internationale avec notamment la tenue du cinquième sommet Union Africaine - Union Européenne et la poursuite de la réalisation des investissements. Les efforts du Gouvernement ivoirien en matière de gouvernance ont été couronnés, au cours du dernier trimestre 2017, par la signature du Programme Compact du MCC portant sur un montant de 314,8 milliards de francs CFA qui devrait servir à financer des projets structurants en vue de soutenir la croissance.

Les réalisations à fin novembre 2017 comparées à celles de fin novembre 2016 se présentent comme suit :

Le **secteur primaire** évolue favorablement, porté par l'accroissement de la production de cacao fèves (+56,5% à fin septembre 2017), de banane dessert (+6,1%), de l'ananas (+32,8%), de l'anacarde (+1,3%), de l'huile de palme (+3,6% à fin septembre 2017) et du caoutchouc (+3,5% à fin octobre 2017). Toutefois, ces progressions sont amoindries par le repli du coton graine (-1,9%), du sucre (-10,5% à fin octobre 2017) et du café (-73,3% à fin septembre 2017).

Le **secteur secondaire**, bénéficie d'une activité industrielle bien orientée (+3,0%) et de l'indicateur avancé du BTP qui consolide son redressement en augmentant de 3,8% après +3,0% à fin octobre 2017. La production industrielle est soutenue principalement par les industries manufacturières (+7,7%). Par contre, la production d'« électricité, gaz et eau » (+0,0%) stagne tandis que l'activité des industries extractives affiche un repli de 18,2%. Hors extraction, l'activité industrielle augmente de 7,0%.

Au niveau du **secteur tertiaire**, la majorité des branches d'activité enregistre une progression. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail augmente de 9,2% en termes nominaux. Le nombre d'abonnements total dans la télécommunication, est en augmentation de 35,6%, dénotant du dynamisme de l'activité. En ce qui concerne le transport, le nombre de voyageurs commerciaux dans l'aérien ainsi que les trafics maritime et routier progressent respectivement de 12,8%, 3,7% et 7,8%. Seul le trafic ferroviaire de marchandises régresse de 4,4%.

L'indice des **prix à la consommation** enregistre, en moyenne, une hausse de 0,7% provenant des augmentations modérées des prix des produits non alimentaires (+0,8%) et des produits alimentaires (+0,2%). Concernant les produits non alimentaires, l'évolution des prix est soutenue par la plupart des fonctions à l'exception de la communication (-3,2%) et du transport (-0,9%). S'agissant des produits alimentaires, la faible hausse des prix cache cependant un renchérissement des poissons (+6,5%), des « huiles et graisses » (+11,3%) et des légumes frais (+2,6%).

L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,6%, en deçà du maximum de 3% admis dans la communauté UEMOA.

Sur le **marché de l'emploi**¹, dans le secteur moderne et formel, l'effectif des salariés enregistre une croissance de 6,2%, correspondant à une création nette de 55 698 emplois sur un an. Cette bonne performance est portée à la fois par le secteur privé (+6,9% ; +48 164 emplois) et le secteur public (+3,7% ; +7 534 emplois).

Les **finances publiques** sont caractérisées par une augmentation des recettes totales et dons de 8,8% par rapport à la même période de 2016. Cette évolution provient à la fois des recettes fiscales y compris recettes affectées et parafiscalité (+9,3%), des recettes non fiscales (+15,5%) et des dons (+12,8 milliards). De même, les dépenses totales et prêts nets connaissent une hausse de 6,7%, en lien notamment avec une exécution plus élevée des dépenses de fonctionnement (+40,3%), des dépenses du personnel (+6,8%) ainsi qu'une augmentation du paiement des intérêts sur la dette (+10,4%).

Toutefois, les dépenses d'investissement ressortent en contraction de 1,6 milliards.

Il se dégage un solde primaire de base et un solde budgétaire tous deux déficitaires respectivement de 69,3 milliards et 702,1 milliards. Un montant de 2 266,4 milliards a été mobilisé sur le marché financier sous régional et international et a, en partie, servi à couvrir le déficit du solde budgétaire.

Les **échanges extérieurs** de marchandises (en commerce spécial et hors biens exceptionnels) sont caractérisés, en glissement annuel, par la hausse en valeur des exportations (+10,5%) et des importations (+2,2%). Il en résulte un excédent commercial de 1 480,4 milliards en hausse de 50,9% par rapport à son niveau de la période correspondante de 2016. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 0,1%.

La **situation monétaire** est marquée par une hausse de la masse monétaire (+16,4% ; +1 339,5 milliards), induite par la progression des avoirs extérieurs nets (+46,1% ; +786,5 milliards) et des crédits intérieurs nets (+10,8% ; +539,6 milliards).

Au niveau de la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) d'Abidjan**, il est enregistré un repli des indices BRVM 10 (-13,0%) et BRVM composite (-12,8%). Par ailleurs, la capitalisation boursière diminue de 5,3%, sous l'effet de la baisse de la capitalisation des actions (-15,4%) tandis que celle des obligations progresse de 24,5%. Le volume transigé s'accroît de 13,0% tandis que la valeur totale transigée recule de 36,8%, les échanges ayant porté sur des titres aux coûts unitaires moins élevés.

En conclusion, l'activité économique reste bien orientée à la fin des onze premiers mois de l'année 2017. Le dynamisme de l'économie est amené par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Dans ce contexte, la croissance devrait être soutenue au terme de l'année 2017.

¹ Données de la Solde et de la CNPS

Réalizations sectorielles à fin novembre 2017, comparées à celles à fin novembre 2016, sauf indications contraires

Valeurs en FCFA sauf indications contraires

Secteur réel

Le secteur réel enregistre de bonnes performances en lien avec l'amélioration de la pluviosité et d'un environnement globalement favorable.

Secteur primaire

Orientation favorable des cultures d'exportation

L'agriculture d'exportation bénéficie de l'amélioration de la pluviosité ainsi que de la mise en œuvre des réformes dans différentes filières notamment les filières coton-anacarde, hévéa-palmier à huile et les filières fruitières. Elle est portée principalement par la production de cacao fèves.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	11 mois 2016	11 mois 2017	Variation (%)
Cacao**	681 957	1 067 149	56,5
Café**	105 601	28 244	-73,3
Anacarde	647 924,3	656 208,3	1,3
Ananas	31 641,9	42 019,9	32,8
Banane	378 207,6	401 434,8	6,1
Coton graine	222 050,1	217 729,8	-1,9
Caoutchouc*	318 221,1	329 437,9	3,5
Sucre*	124 394,9	111 353,3	-10,5
Huile de palme**	359 169,8	372 019,2	3,6

Source : DGE, OPA, MINADER

*données à fin octobre 2017

**données à fin septembre 2017

En effet, la production du **cacao**, principale culture de la Côte d'Ivoire, s'affiche en hausse de 56,5% à fin septembre 2017 avec un revenu brut cumulé des producteurs en progression de 43% pour atteindre 976 milliards. Du côté de la commercialisation, les sorties frauduleuses, occasionnées par un prix au producteur plus élevé au Ghana, sont jugulées par un renforcement des contrôles à la frontière avec ce pays.

La production d'**anacarde** atteint 656 208,3 tonnes, en augmentation de 1,3% grâce à l'extension des surfaces

cultivées, au meilleur encadrement et à l'accroissement des prix aux producteurs.

La production d'**ananas** s'établit à 42 019,9 tonnes contre 31 641,9 tonnes, en hausse de 32,8%. La filière bénéficie de l'amélioration des circuits de commercialisation intérieure avec l'installation de relais commerciaux sur les marchés.

Au niveau de la **banane dessert**, la production progresse de 6,1% et ressort à 401 434,8 tonnes en raison des effets du plan de relance de la filière.

Le **caoutchouc naturel**, à fin octobre 2017, tire profit de la hausse des cours internationaux et affiche une production qui augmente de 3,5%.

La production d'**huile de palme**, à fin septembre 2017, est en progression de 3,6% en lien avec l'extension des surfaces cultivées et l'amélioration des cours.

Ces bonnes performances sont cependant amoindries par les replis des autres cultures.

La production de **coton graine** est en repli de 1,9%, en lien avec la mauvaise répartition des pluies dans les zones de production.

Le **sucre** affiche une production en baisse de 10,5% à fin octobre 2017. En effet, la production pâtit notamment d'une baisse de la teneur en sucre des cannes.

S'agissant du **café**, un repli de 73,3% de la production est observé à fin septembre 2017, induisant une baisse du revenu brut cumulé des producteurs de 70%.

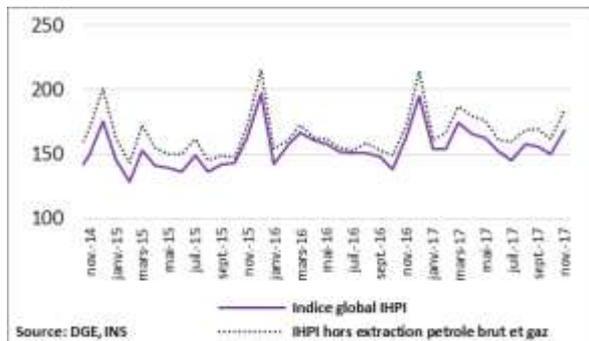
Secteur secondaire

Le secteur secondaire connaît une bonne dynamique, grâce à l'accroissement de la production industrielle et du BTP.

L'activité industrielle croît de 3,0%, sous l'effet de la bonne tenue des industries manufacturières (+7,7%)

tandis que l'activité de la branche « électricité, gaz et eau » (+0,0%) est en quasi-stabilité et que les « industries extractives » (-18,2%) refluent.

Graphique 1: Indice Harmonisé de la Production Industrielle



Les « **industries extractives** » subissent le retrait de la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel et activités annexes » (-19,0%) marquée par la diminution de l'extraction pétrolière et gazière. Toutefois, les « autres activités extractives » affichent en hausse de 3,4%.

Ainsi, la production de **pétrole brut** baisse de 20,3% et se situe à 11 443,2 milliers de barils. Ce retrait est expliqué par la déplétion des permis CI-40 (-20,3%) et CI-26 (-27,4%) induisant un recul de leurs productions de 20,3% et 27,4% respectivement. Ces deux permis fournissent 91,2% de la production totale.

Du côté du **gaz naturel**, l'extraction se situe à 1 973,6 millions de mètre cubes, en contraction également de 9,9%. Ce repli provient des permis CI-26 (-24,4%), CI-27 (-10,2%) et CI-40 (-43,0%), malgré la progression enregistrée au niveau du permis CI-11 (+93,0%).

La production d'**or** ressort, quant à elle, à 22 983,8 kg, en accroissement de 2,5%. Cette évolution résulte du dynamisme de la mine industrielle de Tongon (+15,9%). Dans l'ensemble, les mines de Tongon et d'Agbaou représentent respectivement 48,0% et 23,7% de la production aurifère totale.

Les **industries manufacturières** progressent de 7,7%, en liaison avec la bonne dynamique des « industries

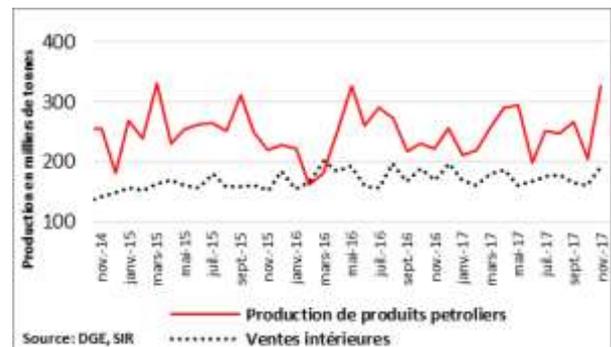
agroalimentaires et tabac » (+12,9%), des « industries du bois et meubles » (+7,4%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction », (+21,1%), les industries « textiles et cuir » (+0,4%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+1,7%) ainsi que de la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+38,3%).

A l'inverse, les « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (-4,1%) se contractent malgré la hausse de la production de produits pétroliers.

En effet, la production de **produits pétroliers** connaît une progression de 4,9% pour s'établir à 2 770 219,9 tonnes. Cette embellie résulte d'une évolution contrastée des différents produits. En effet, la production d'essence et de DDO (Distillate Diesel Oil) augmentent de 34,2% et 45,8% respectivement. Quant aux quantités produites de fuel-oil et de gasoil, elles se contractent respectivement de 41,7% et 1,7%.

Du côté des « industries métalliques », les activités fléchissent de 7,2%.

Graphique 2: Production et vente de produits pétroliers



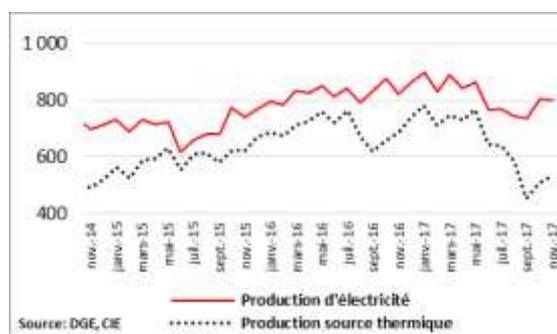
La branche « **électricité, gaz et eau** » stagne (+0,0%), sous l'effet conjugué de l'accroissement des activités de « captage, traitement et distribution d'eau » (+3,3%) et de la diminution de la « production et distribution d'électricité » (-1,2%).

La production nette d'**électricité** recule de 1,3% pour ressortir à 8 957 Gwh, en relation notamment avec la baisse de la demande extérieure. En effet, les exportations d'électricité enregistrent une contraction de 27,6% suite, notamment, à l'amélioration de la capacité

de production du Ghana qui réduit considérablement sa demande adressée à la Côte d'Ivoire. Ainsi, avec la hausse de 32,6% de la production d'électricité de source hydraulique, grâce à la mise en service du barrage de Soubré dans le courant de l'année 2017, l'offre d'électricité a été ajustée à la demande globale à travers la baisse de l'énergie de source thermique (-7,5%).

Le barrage de Soubré représente déjà 58,3% de la production d'électricité de source hydraulique.

Graphique 3: Production nette d'électricité (en Gwh)



S'agissant de la consommation intérieure, elle ressort en augmentation de 4,1% avec un niveau de 6 116 Gwh. Ainsi, les consommations d'électricité de moyenne tension et de basse tension affichent des hausses respectives de 3,5% et 4,6%

Raffermissement du BTP

Le BTP se raffermi de 3,8% après +3,0% à fin octobre 2017. Cette amélioration est liée à la poursuite de la mise en œuvre de projets en cours (les travaux de la Marina de la Baie de Cocody), à la réhabilitation des pistes des aéroports d'Abidjan et de Yamoussoukro ainsi que des voiries dans certaines communes d'Abidjan et au démarrage de nouveaux chantiers, notamment l'échangeur du carrefour Solibra et le stade Olympique d'Ebimpé.

Secteur tertiaire

Bonne tenue du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire présente une orientation favorable de la plupart de ses branches. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail ainsi que le transport aérien, maritime et terrestre sont en progression. Seul le transport ferroviaire se replie.

Maintien du dynamisme du commerce de détail

Au terme des onze premiers mois de l'année 2017, le chiffre d'affaires du commerce de détail est en hausse de 9,2% en termes nominaux et de 10,0% en termes réels, le niveau général des prix étant en baisse de 0,8%.

L'évolution en termes nominaux est amenée par la hausse de flux des ventes des «Produits pétroliers» (+12,4%), des «Produits de l'alimentation» (+11,7%), des «Produits d'équipement du logement» (+7,0%), des «Produits pharmaceutiques et cosmétiques» (+7,0%), des «Véhicules automobiles, motos et pièces détachées» (+4,5%) et des «Produits divers» (+1,2%).

La hausse de 12,4% des « produits pétroliers » est attribuable à la remontée du prix du carburant.

La bonne tenue des ventes des «Produits d'équipement du logement» (+7,0%) est en rapport avec les offres promotionnelles dans les domaines de la quincaillerie, de l'équipement et des produits ménagers.

La multiplication des campagnes de vaccination sur tout le territoire national et les offres promotionnelles dans le domaine de la cosmétique ont permis une bonne tenue des affaires dans la branche «Produits pharmaceutiques et cosmétiques» (+7,0%).

Augmentation des trafics maritime, aérien et routier

Le secteur du transport est marqué par la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes notamment le maritime, l'aérien et le terrestre. Toutefois, le transport ferroviaire demeure en baisse.

Le **trafic aérien** continue sur sa bonne tendance en rapport avec l'amélioration de l'environnement des

affaires. Par ailleurs, les investissements réalisés au niveau de l'aéroport Felix Houphouët Boigny d'Abidjan ont permis de consolider cette bonne performance. Ainsi, le nombre de passagers commerciaux enregistre une augmentation de 12,8% pour ressortir à 1 713 938.

Au niveau du **transport routier**, le trafic reste dynamique en relation avec la bonne orientation de l'activité économique nationale. Cette embellie est confirmée par l'accroissement de 7,8% de l'indicateur avancé qu'est la consommation des carburants « gasoil » et « super ». Ce secteur d'activité bénéficie de la mise en œuvre progressive de la politique de renouvellement du parc automobile.

Dans le **transport maritime**, les activités du Port d'Abidjan poursuivent leur rebond amorcé au mois de septembre 2017. En effet, les données disponibles affichent une augmentation du trafic global des marchandises de 3,7%, en relation avec la fin des travaux de réhabilitation de la voirie qui a favorisé le désengorgement de la zone portuaire. Par ailleurs, cette bonne orientation est attribuable au trafic national qui croît de 5,3% en rapport avec la bonne tenue des marchandises générales (+11,1%). En outre, il est observé une reprise du transit (+1,0%). S'agissant du transbordement, il ressort en repli de 12,8%.

Concernant le **transport ferroviaire**, il continue de pâtir des difficultés rencontrées dans le secteur, notamment la vétusté des infrastructures et le retard dans l'exécution des investissements prévus. Ainsi, le trafic global de marchandises recule de 4,4% pour s'établir à 716 647,3 tonnes. La baisse d'activité se ressent spécifiquement au niveau des échanges entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

Maintien du dynamisme de la téléphonie mobile

A fin octobre 2017, la situation dans les télécommunications est marquée par un accroissement du nombre d'abonnements total de 35,6%, dénotant du dynamisme de l'activité. Cette évolution provient à la

fois de la téléphonie fixe +7,1%, de la téléphonie mobile +21,3% et de l'internet +77,2%.

S'agissant du chiffre d'affaires total, il enregistre une baisse de 4,1%, imputable à la téléphonie fixe.

En effet, le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe recule de 52,9% pour s'établir à 75,51 milliards contre 160,42 milliards à fin octobre 2016. Cette évolution s'explique par la fusion des sociétés ORANGE COTE D'IVOIRE et COTE D'IVOIRE TELECOM qui internalisent leurs échanges.

En ce qui concerne la téléphonie mobile, le chiffre d'affaires s'accroît de 6,8%, profitant des bonnes performances des activités de l'internet mobile (+60,0%) et du mobile money (+29,5%).

Evolution modérée des prix à la consommation

Les **prix à la consommation** (IHPC) enregistrent en moyenne, une évolution de 0,7% consécutive à la hausse conjointe des prix des produits non alimentaires (+0,8%) et ceux des produits alimentaires (+0,2%).

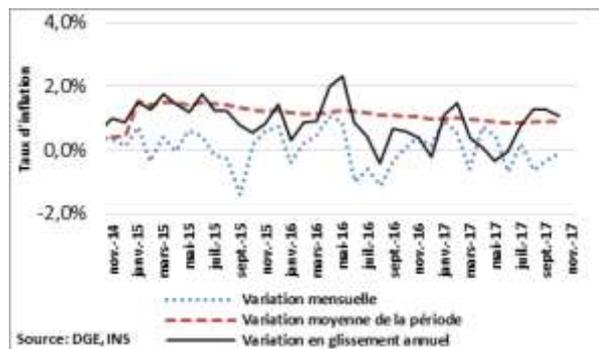
L'augmentation des prix des produits non alimentaires provient des « articles d'habillement et chaussure » (+2,3%), du « logement, eau, gaz, électricité autres combustibles » (+1,2%), des « restaurants et hôtels » (+1,4%), de la « santé » (+0,4%) et des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,6%). En revanche, les prix du transport et de la communication reculent respectivement de 0,9% et 3,2%.

Concernant les produits alimentaires, la hausse des prix de 0,8% provient de l'effet conjugué du renchérissement des prix des « poissons » (+6,5%), des « graisses et huiles » (+11,3%), des « viandes » (+1,6%), des « légumes frais » (+2,6%) et de la détente sur les prix des « tubercules et plantains » (-12,3%), des fruits (-4,6%) et des céréales non transformés (-1,6%).

Cette augmentation modérée des prix des produits alimentaires est attribuable (i) à une météo favorable en 2017, (ii) au reprofilage des routes permettant le bon

approvisionnement des marchés, (iii) ainsi qu'au plafonnement des prix et des marges de certains produits de grande consommation, dans le cadre des mesures de lutte contre la vie chère. Ces mesures prises par le Gouvernement visent à lutter plus efficacement contre les facteurs et pratiques qui favorisent la hausse artificielle des prix des denrées alimentaires, du transport et du logement.

Graphique 4: Evolution des taux d'inflation



Le taux d'inflation se situe à +0,6%, en moyenne annuelle, bien en deçà du maximum de 3% de la norme communautaire UEMOA.

Orientation favorable de l'emploi moderne

Dans le secteur de l'emploi moderne et formel, l'évolution reste favorable. En effet, le nombre de salariés augmente de 6,2% correspondant à une création nette de 55 698 emplois sur un an.

Cette orientation favorable de l'emploi moderne provient essentiellement du secteur privé qui représente 86,5% de la création totale d'emplois. En effet, le secteur privé a enregistré une hausse de l'emploi de 6,9% soit 48 164 emplois créés. Ainsi, le nombre de salariés du secteur privé atteint 750 533.

De même, le nombre de salariés dans le secteur public connaît un accroissement de 3,7% correspondant à une création de 7 534 emplois sur un an.

Au total, le secteur moderne et formel comptabilise 959 754 salariés.

Finances Publiques

A fin novembre 2017, les finances publiques sont caractérisées par une augmentation des recouvrements des recettes totales et dons de 8,8% et une augmentation des dépenses totales et prêts nets de 6,6% par rapport à la même période de 2016.

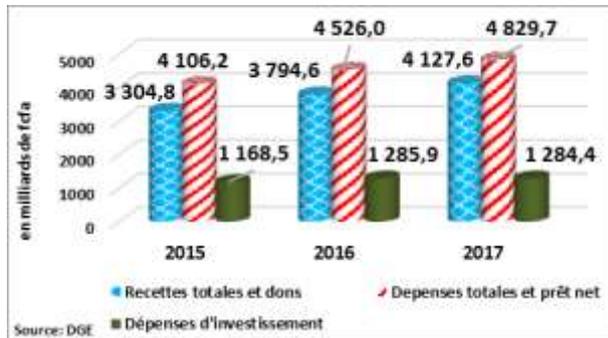
Les recettes totales et dons s'affichent à 4 127,6 milliards tandis que les dépenses totales et prêts nets sont exécutés à 4 829,7 milliards.

Le bon niveau de recouvrement des recettes totales et dons est un effet conjugué d'une bonne mobilisation de l'ensemble de ses composantes. En effet, les recettes fiscales connaissent une hausse de 282,3 milliards (+9,3%). Les recettes non fiscales sont en accroissement de 73,1 milliards (+15,5%). Quant aux dons, ils enregistrent une progression de 12,8 milliards de plus que leur niveau à fin novembre 2016.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, leur accroissement est en lien avec la progression des dépenses de fonctionnement (+296,0 milliards ; +40,3%), des dépenses du personnel (+87,5 milliards ; +6,8%) et des prestations sociales (+13,6 milliards ; +5,7%). En outre, le paiement des intérêts sur la dette est en augmentation de 29,7 milliards (+10,4%). Toutefois, il est noté un repli des dépenses d'investissement de 1,6 milliards et des subventions et transferts accordés (-19,8 milliards ; -5,1%) en liaison avec les perturbations sociales connues en début d'année qui ont entraîné des coupes budgétaires.

Il se dégage un solde primaire de base et un solde budgétaire tous deux déficitaires respectivement de 69,3 milliards et 702,1 milliards. A fin novembre 2016, le solde primaire de base et le solde budgétaire étaient tous deux déficitaires respectivement de 361,6 milliards et 731,5 milliards. Le marché financier sous régional et international a été sollicité à hauteur de 2 266,4 milliards. Ce montant a servi, en partie, à couvrir le déficit du solde budgétaire.

Graphique 5 : Principaux agrégats des finances publiques à fin novembre



Echanges extérieurs

Bonne orientation des échanges extérieurs

Les **échanges extérieurs** de marchandises (en commerce spécial et hors biens exceptionnels) sont caractérisés, en glissement annuel, par un accroissement en valeur aussi bien des exportations (+10,5%) que des importations (+2,2%). De même, en volume, les exportations et les importations augmentent respectivement de 15,3% et 6,5%. Quant aux prix, ils sont en retrait à l'export et à l'import de 4,1%. Le taux de couverture des importations par les exportations (hors biens exceptionnels) se situe à 130,7%.

Il résulte de ces évolutions, un excédent commercial de 1 480,4 milliards en hausse de 50,9% par rapport à son niveau de la période correspondante de 2016. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 0,1%.

Les **exportations** en valeur se renforcent grâce aux produits primaires (+16,0%) et aux produits transformés (+2,5%).

Les **produits primaires** bénéficient de la bonne tenue des produits de l'agriculture d'exportation, notamment, le cacao fèves (+15,7%), la noix de cajou (+28,7%), le caoutchouc (+57,0%) et le coton en masse (+6,7%). Concernant le cacao fève, la hausse en valeur provient de l'augmentation des volumes exportés (+43,8%), en lien avec la normalisation de la commercialisation intervenue au premier trimestre 2017.

Par contre, les ventes d'or (-0,1%) et de pétrole brut (-4,2%) se contractent sous l'effet respectivement de la baisse des prix et des volumes.

Les exportations de **produits transformés** progressent de 2,5%, grâce notamment aux produits pétroliers (+26,5%), aux plastiques (+3,5%), aux bois transformés (+9,3%), aux « huiles essentielles et extraits végétaux » (+7,2%), à l'amande de cajou (+10,2%) et aux produits divers (+22,7%). En revanche, les ventes de cacao transformé (-7,2%), de café transformé (-0,2%) et de préparations à base de céréales (-26,7%) s'affichent en retrait sous l'effet de la baisse des prix à l'export. Quant à l'exportation de l'huile de palme, elle se contracte de 12,6% sous l'effet d'un repli des volumes exportés.

S'agissant des **importations** en valeur, elles augmentent de 2,2% grâce aux biens de consommation (+18,5%), en dépit du retrait des biens intermédiaires (-9,5%) et des biens d'équipement (-16,0%).

Les **biens de consommation** profitent des achats de poissons (+20,7%), de riz (+5,1%), de plastiques (+16,4%), d'automobile (+8,4%) et surtout de produits pétroliers (+232,9%).

Le repli des **biens intermédiaires** découle essentiellement des achats de pétrole brut (-30,1%) et de « fer, fonte, acier et ouvrage » (-1,5%). Les importations en valeur de produits chimiques (+12,7%), du « clinker » (+46,0%), des « papiers et cartons » (+19,4%) ainsi que des « huiles essentielles et extraits végétaux » (+9,7%) atténuent cette contraction.

La baisse des achats de **biens d'équipement** provient des machines mécaniques (-2,7%), des machines électriques (-25,3%) et des matériels de transport de navigation maritime (-85,6%). Par contre, les achats de matériels de transport routier sont en légère hausse (+0,1%).

Situation monétaire et financière

Masse monétaire en hausse

La **situation monétaire** est caractérisée par l'accroissement aussi bien des avoirs extérieurs nets que des crédits intérieurs nets. Il en découle une masse monétaire qui progresse de 16,4% (+1 339,5 milliards) pour s'afficher à 9 497,2 milliards. Cette évolution induit un accroissement de la monnaie fiduciaire (+33,2%) et de la monnaie scripturale (+10,6%).

Au niveau des contreparties de la masse monétaire, les **avoirs extérieurs nets** sont en hausse de 46,1% (+786,5 milliards) pour se situer à 2 493,9 milliards du fait de l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (+63,0%) et de la baisse des avoirs extérieurs détenus par les banques commerciales (-28,8%). Ce niveau des avoirs extérieurs net est lié à un meilleur rapatriement des devises conjugué à la bonne tenue de la balance commerciale et à la persistance des effets de la mobilisation des Eurobonds sur le marché international au cours de l'année 2017.

Les **crédits intérieurs nets** sont quant à eux, en hausse de 10,8% (+539,6 milliards), en lien avec la progression de la PNG et des crédits à l'économie.

En effet, la **PNG** s'accroît de 3,0% (+54,7 milliards) et se situe à 1 884,3 milliards sous l'effet conjugué d'un accroissement de 10,7% des créances de l'Etat et de 5,3% de ses dettes.

Les **crédits nets à l'économie** continuent d'être orientés à la hausse, et atteignent 5 546,8 milliards (+10,8% ; +539,6 milliards), alimentés par une hausse des crédits ordinaires de 12,7% (+587,3 milliards) et une baisse des crédits de campagne de 11,9% (-47,7 milliards). Toutes les composantes des crédits ordinaires progressent à savoir les crédits à court terme (+2,2% ; +55,2 milliards), les crédits à moyen terme (+25,8% ; +478,1 milliards) et les crédits à long terme (+21,0% ; +53,9 milliards).

Concernant les conditions des banques, sur les onze premiers mois de l'année 2017, les crédits ordinaires, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts connaissent des hausses respectives de 45,0 milliards (+1,1%), de 57,7 milliards (+7,9%) et de 278,9 milliards (+20,2%).

Les moyennes des taux appliqués augmentent de 0,3 point pour les crédits ordinaires et baissent respectivement de 0,4 point pour les escomptes d'effets de commerce et de 0,1 point pour les dépôts.

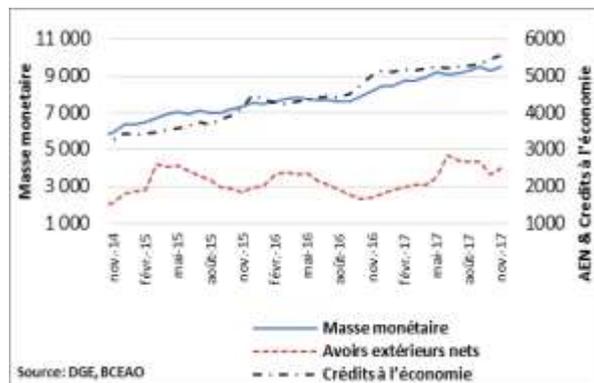
Le montant cumulé des crédits s'élève à 3 963,5 milliards, contre 3 918,5 milliards sur la même période en 2016, soit une hausse de 45,0 milliards (+1,1%), en relation avec l'augmentation des crédits accordés aux «Entreprises individuelles» (+212,9 milliards), à l'«Etat et organismes assimilés» (+106,9 milliards), aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (+21,2 milliards), aux «Assurances et caisses de retraite» (+20,0 milliards), aux «Coopératives et groupements villageois» (+7,9 milliards) et aux «Autres sociétés» (+4,6 milliards). Cette croissance est atténuée par la baisse des crédits octroyés aux «Particuliers» (-198,4 milliards), aux «Personnels des banques» (-80,6 milliards) et à la «Clientèle financière» (-43,7 milliards). Le taux d'intérêt moyen ressort en hausse de 0,3 point de pourcentage en s'établissant à 6,4%. La durée moyenne des crédits s'établit à 20,8 mois au titre des onze premiers mois de 2017, contre 17,3 mois au titre de la même période de l'année 2016.

Le montant cumulé des effets de commerce escomptés ressort à 788,6 milliards au terme des onze premiers mois de l'année 2017 contre 730,9 milliards à la même période de 2016, soit une hausse de 57,7 milliards (+7,9%). Cet accroissement est amené par l'augmentation des escomptes effectués par les «Autres sociétés» (+41,4 milliards), les «Entreprises individuelles» (+23,9 milliards), les «Particuliers» (+16,8 milliards) et la «Clientèle financière» (+2,3 milliards). Cette augmentation est cependant amoindrie par la baisse des escomptes d'effets de l'«Etat et

organismes assimilés» (-21,0 milliards), des «Coopératives et groupements villageois» (-4,3 milliards) et des «Sociétés d'État et EPIC» (-2,1 milliards). La moyenne du taux d'escompte a baissé de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 7,1%.

Les montants cumulés des dépôts sur les onze premiers mois de l'année 2017 s'élève à 1 661,3 milliards, en augmentation de 278,9 milliards (+20,2%) par rapport à son niveau de 1 382,4 milliards enregistré sur la même période en 2016. Le taux créditeur moyen baisse de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 5,0%.

Graphique 6: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



Repli de la majorité des indices sectoriels

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est caractérisée par le repli de la majorité des indices sectoriels du marché. En effet, hormis l'indice de l'agriculture qui progresse de 1,8%, tous les autres indices sectoriels reculent, notamment les indices « industries » (-29,4%), « distribution » (-40,7%), « transport » (-24,7%) et « finances » (-5,6%).

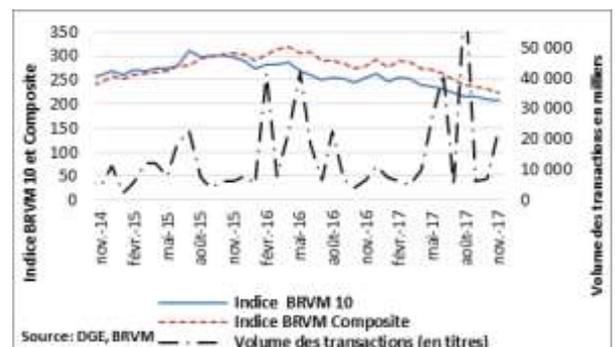
Au niveau des indicateurs du marché boursier, ils restent ternes en liaison avec la morosité du marché. En moyenne, sur les onze premiers mois de 2017, les indices BRVM 10 et BRVM Composite reculent respectivement de 13,0% et de 12,8%. De même, la capitalisation boursière composite baisse de 5,3% et la valeur totale transigée (total des capitaux échangés sur le marché) affiche une contraction de 47,6%. Seule la capitalisation boursière du marché des obligations

connaît une hausse de 24,5% traduisant le recours croissant des Etats de l'UEMOA au marché sous régional pour leur besoin de financement.

Cette baisse générale des activités sur le marché, (essentiellement celui des actions) serait due à la consolidation des portefeuilles des Fonds Commun de Placement (FCP) qui sont moins dynamiques sur le marché. Ces derniers, après la phase de constitution de leur portefeuille marquée par des achats importants d'actions qui ont fait grimper les indices, se montrent moins impliqués dans l'activité. Par ailleurs, la présence de plus en plus importante des titres publics sur le marché réduit les liquidités disponibles à affecter aux titres privés.

Au mois de novembre 2017, la valeur totale des transactions s'est établie à 16,1 milliards pour 23 351 183 titres échangés contre 14,4 milliards pour 6 812 321 titres échangés au mois d'octobre 2017. La moyenne quotidienne des transactions s'est située à 725,7 millions pour le marché des actions et 79,4 millions pour le marché obligataire. Le secteur « Services publics » a contribué à 53,8% au montant total des échanges du marché des actions pendant que le secteur « Finances » totalisait 96,1% des volumes échangés. La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 0,6%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 5,9%. La rentabilité globale moyenne au 30 novembre 2017 s'est située à -4,0% avec un PER moyen de 15,5 et une prime de risque à 0,4 %.

Graphique 7: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Le titre SONATEL SN a été le plus actif du mois en valeur, avec 7,3 milliards de transactions pour 316 604 titres échangés et Ecobank Transnational Incorporated TG reste le plus actif en volume avec 21 758 736 titres échangés pour une valeur de 392,5 millions.

En conclusion, l'activité économique reste bien orientée à la fin des onze premiers mois de l'année 2017. Le dynamisme de l'économie est amené par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Dans ce contexte, la croissance devrait être soutenue au terme de l'année 2017.

Flash conjoncture à fin novembre 2017

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	mars-17	avr.-17	mai-17	juin-17	juil.-17	août-17	sept.-17	oct.-17	Nov.-17	
INTERNATIONAL										
Cours du Pétrole brut	37,7%	29,3%	10,1%	-1,2%	8,4%	10,9%	16,4%	12,1%	33,1%	24,7%
Cours du cacao	-33,0%	-36,3%	-36,0%	-36,0%	-34,8%	-34,4%	-30,6%	-22,7%	-14,9%	-30,8%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-4,5%	-5,3%	-2,6%	0,0%	3,6%	5,4%	6,2%	7,3%	8,9%	1,0%
ACTIVITE NATIONALE										
Primaire										
Agriculture d'exportation										
Cacao*	57,8%	0,0%	0,0%	63,4%	0,0%	0,0%	41,3%	0,0%	0,0%	56,5%
Café	-76,5%	0,0%	0,0%	-30,0%	0,0%	0,0%	-84,8%	0,0%	0,0%	-73,3%
Anacarde	159,2%	30,0%	-15,1%	-28,3%	-20,8%	-56,6%	-29,0%	-0,2%	6,1%	1,3%
Secondaire										
IHPI global	4,7%	3,1%	3,0%	-0,4%	-4,0%	4,2%	5,5%	8,5%	3,1%	3,0%
IHPI hors extraction	8,3%	10,1%	9,3%	3,6%	4,6%	6,4%	10,7%	9,0%	6,5%	7,0%
BTP	21,1%	4,5%	-2,2%	9,5%	-1,2%	5,1%	3,9%	26,9%	14,1%	3,8%
Production d'électricité	6,8%	2,2%	1,5%	-5,6%	-8,6%	-5,6%	-11,8%	-8,3%	-2,7%	-1,3%
Production de produits pétroliers	41,3%	15,3%	-9,5%	-23,8%	-13,2%	-9,5%	22,4%	-11,1%	47,1%	4,9%
Pétrole brut	-16,4%	-36,6%	-31,9%	-21,8%	-46,6%	-5,9%	-21,4%	8,9%	-21,6%	-20,3%
Gaz naturel	2,6%	-0,8%	-2,2%	-13,3%	-24,5%	-20,2%	-25,4%	-18,7%	-21,1%	-9,9%
Tertiaire										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	7,8%	7,9%	8,6%	7,6%	15,6%	12,4%	7,4%	9,5%	11,6%	9,2%
Trafic global maritime	-1,1%	-2,4%	10,0%	-11,5%	15,4%	-2,5%	29,4%			1,8%
Total voyageurs aérien	16,4%	19,4%	16,4%	11,7%	21,6%	8,7%	7,5%	4,0%	10,2%	12,8%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-8,9%	-12,6%	-16,8%	-20,9%	-24,0%	8,8%	71,1%	6,7%	20,0%	-4,4%
Echanges extérieurs²										
Exportation en valeur	36,2%	12,0%	14,4%	7,6%	5,8%	0,7%	5,0%	8,3%	-14,1%	10,5%
Importation en valeur	12,3%	-10,3%	13,9%	-7,2%	5,9%	20,4%	9,8%	29,8%	19,1%	2,2%
Solde commercial	428,79	268,57	82,41	124,59	-41,31	-11,97	-31,03	-70,34	58,71	1 480,45
Financement										
Position net du Gouvernement	27,1%	33,9%	51,6%	-6,4%	4,7%	10,2%	4,6%	-2,2%	3,0%	3,0%
Crédit net à l'économie	21,7%	21,5%	20,8%	18,5%	17,8%	19,6%	18,0%	14,5%	10,8%	10,8%
Crédit net à court terme	10,3%	10,8%	11,3%	10,8%	9,1%	11,4%	9,1%	7,5%	2,2%	2,2%
Crédit net à moyen terme	26,2%	22,9%	26,2%	22,6%	23,4%	22,9%	24,1%	25,1%	25,8%	25,8%
Crédit net à long terme	41,4%	46,8%	29,1%	20,4%	19,1%	30,5%	34,1%	25,1%	21,0%	21,0%
Avoir extérieur net	-14,0%	-12,4%	-4,9%	31,1%	31,6%	40,1%	50,8%	40,3%	46,1%	46,1%
Finances publiques³										
Recettes totales & Dons	41,2%	25,6%	-31,1%	14,8%	10,5%	16,8%	12,0%	11,5%	-0,4%	8,8%
Dépenses totales & Prêts nets	15,3%	-16,1%	12,0%	23,8%	37,3%	-33,0%	-15,1%	30,7%	12,6%	6,7%
Investissement public	23,5%	-62,0%	15,8%	13,2%	192,8%	-64,3%	-67,5%	6,5%	58,4%	-0,1%
Solde budgétaire global	0,91	75,70	-158,58	-103,62	-221,56	-20,40	35,73	-173,29	-102,26	-702,09
Prix à la consommation										
IHPC ⁴	0,4%	0,1%	-0,4%	-0,1%	0,8%	1,3%	1,3%	1,1%	0,4%	0,7%
Emploi										
Salariés secteur formel	4,1%	3,8%	4,5%	4,7%	4,8%	5,2%	5,7%	5,4%	6,2%	6,2%
Dont Salariés secteur formel privé	4,4%	4,1%	4,8%	5,1%	5,2%	5,5%	6,3%	5,9%	6,9%	6,9%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel : (+225)20200924

² Valeurs en milliards de FCFA, Hors biens exceptionnels

³ Niveau en milliards de FCFA

* Données trimestrielles

⁴ Indice Harmonisé des Prix à la consommation

Pour en savoir plus :

Sous-direction de la Conjoncture

Email : sd.c.dppsedge@dge.gouv.ci

Tel : (+225)20200924/20200925